



POUR UN BURUNDI PACIFIÉ ET DÉMOCRATIQUE



Bujumbura et Bruxelles, 10 septembre 2007

Un an après la signature du cessez-le-feu entre le Palipehutu-FNL et le gouvernement du Burundi, les ONG burundaises réunies au sein de FORSC et les ONG européennes membres d'EurAc rappellent au gouvernement du Burundi l'importance d'un bon fonctionnement des institutions légitimes, l'instauration d'un dialogue politique apaisé et l'obtention de résultats concrets au service de la population du Burundi. Elles appellent également l'UE et son Représentant Spécial à continuer plus activement une médiation.

Ayant suivi de près l'évolution de la situation socio-politique au Burundi ces derniers jours et conscients qu'il est de notre devoir de contribuer à la consolidation de la paix encore si fragile dans ce pays meurtri par 12 ans de guerre fratricide, nous portons à la connaissance de la communauté internationale les préoccupations partagées suivantes :

1. Nous déplorons des services de police et des forces de l'ordre en général le recours actuel à la violence et à l'intimidation à l'encontre de la population burundaise et certains des représentants élus lorsqu'ils usent de leur liberté d'expression. Nous déplorons également le silence du pouvoir face aux actes d'intimidation qui visent des dignitaires et aux innombrables actes de banditisme et de violation des droits dont la population est victime.
2. Nous déplorons les violences dues à la scission du mouvement Palipehutu-FNL qui sèment la mort et la désolation au sein de la population ajoutant au désespoir déjà incommensurable de celle-ci.
3. Nous condamnons les violations de droits de l'homme, ainsi que l'impunité économique qui prévaut dans le pays malgré les multiples dénonciations de malversations économiques. Nous rappelons que le Président de la République burundaise a réaffirmé lors de son discours d'ouverture la Table ronde des partenaires de mai 2007 à Bujumbura, et avec leur soutien, l'engagement du Burundi en faveur de la lutte contre la corruption, du renforcement de la paix et la sécurité, du respect des principes démocratiques fondés sur la Constitution et du respect des droits de la personne humaine.
4. Nous regrettons avec amertume le climat de suspicion et de méfiance actuelle entretenue notamment par les organes de presse proches des partis politiques. Nous constatons que le blocage institutionnel actuel, s'ajoutant à un bilan peu satisfaisant de l'année 2006, conduit inéluctablement à l'absence d'actions concrètes en faveur du développement du pays. Cela entraîne par voie de conséquence un appauvrissement généralisé de la population burundaise, dont 70% vit avec moins d'un dollar par jour, selon le dernier rapport du PNUD. Nous invitons les responsables politiques burundais à reprendre les discussions, puis les négociations dans une atmosphère détendue et de confiance. Ces autorités sont face à leurs responsabilités pour mettre en œuvre au plus vite les promesses d'un meilleur avenir au peuple burundais.
5. Nous rappelons que les premières victimes du blocage institutionnel et celui des négociations avec le mouvement du Palipehutu-FNL, sont les citoyennes et citoyens Burundais eux-mêmes qui attendent désespérément les dividendes de la paix et de la démocratie, ces éléments indispensables pour lesquels ils se sont sacrifiés durant les moments de forte crise.
6. Nous saluons les initiatives entreprises par les différents responsables des organisations nationales et internationales qui n'ont rien ménagé pour appeler les protagonistes politiques à la reprise du dialogue et à la concertation. Nous pensons particulièrement à la société civile burundaise, aux médias nationaux, à l'Union Africaine, aux Nations Unies, à l'Union européenne

et à son Représentant Spécial pour la région des Grands lacs, Roeland van de Geer. Nous les encourageons à continuer sur ce chemin de manière encore plus active.

Face à la situation actuelle, FORSC et EurAc recommandent :

A l'attention des responsables politiques burundais :

- Mettre en œuvre un véritable dialogue politique et cesser d'avoir recours à la force pour rétablir un climat propice au dialogue
- Sortir au plus vite du blocage institutionnel par le respect de la Constitution burundaise et donc par l'établissement d'un gouvernement négocié entre le Président de la République et les représentants légitimes des partis siégeant à l'Assemblée Nationale et au Sénat.
- Mettre en place un plan d'action avec l'objectif d'atteindre les Objectifs du Millénaire

A l'attention spéciale du pouvoir

- Améliorer sa communication à l'endroit de la population par des messages apaisants
- Veiller scrupuleusement au respect des droits de l'homme
- Assurer la sécurité totale de la population meurtrie par plus de dix ans de guerre civile
- Mettre en œuvre le plus rapidement possible la politique de désarmement
- Faire siennes les vertus de la bonne gouvernance, poursuivre et condamner de manière exemplaire les auteurs d'actes de malversation
- Rétablir un dialogue franc avec ses adversaires politiques
- Négocier avec le Palipehutu-FNL pour un retour définitif à la paix

A l'attention des responsables du Palipehutu-FNL

- Appeler ses hommes sur le terrain à ne plus faire usage des armes
- Appeler ses hommes sur le terrain à plus de responsabilité et à ne plus rançonner la population
- Reprendre la mise en œuvre du cessez-le-feu au plus vite

A l'attention des responsables du Palipehutu-FNL et le pouvoir burundais

- Mettre en place l'établissement d'un calendrier dans les négociations et pour le Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi du cessez-le-feu du 7 septembre 2006
- Accepter des concessions pour l'avancement du processus de normalisation

A l'attention de l'Union européenne et de son Représentant Spécial pour la région des Grands Lacs:

- Poursuivre activement la médiation en encourageant tous les responsables politiques à reprendre les négociations
- Soutenir le gouvernement burundais dans ses efforts pour lutter contre la pauvreté et réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire, pour consolider les acquis du processus de paix. Et rappeler clairement que l'aide européenne nécessite un fonctionnement institutionnel normal
- Réaliser une Déclaration encourageant le gouvernement légitime du Burundi et le Palipehutu-FNL à immédiatement mettre en œuvre l'Accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006

Pour FORSC

Pie NTAKATUTIMANA
Président
00 257 79 91 04

Pour EurAc

Kris Berwouts,
Directeur
00 32 485 070 852